

Administration du pétrole—Loi

M. Baker (Nepean-Carleton): Vous avez beaucoup d'erreurs à admettre.

M. Axworthy: Au moyen de la loi sur l'administration du pétrole, nous essayons tout simplement de dire que la situation a changé, qu'il nous faut prévoir un nouveau régime gouvernemental pour fixer les prix et offrir des encouragements d'un autre ordre. Si les résultats ne sont pas satisfaisants, nous sommes disposés à réagir, à intervenir, à consulter et, au besoin, à faire des changements. Rien n'est figé, statique ou réactionnaire de ce côté-ci de la Chambre. C'est sans doute pourquoi nous y sommes depuis si longtemps et pourquoi nos vis-à-vis sont là où ils se trouvent. Les Canadiens veulent un gouvernement agissant et souple, non pas un gouvernement réactionnaire et rigide.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Vous ne deviendrez jamais chef, Lloyd.

M. Axworthy: Permettez-moi de parler d'un autre mythe qui a vu le jour ici à la Chambre, soit que les modifications apportées par le programme énergétique national auront des répercussions néfastes sur l'économie de l'Alberta. Le député de Calgary-Ouest (M. Hawkes), le docteur en philosophie, et le député de Calgary-Sud (M. Thomson) prennent la parole à la Chambre pour dire que les compagnies quittent le Canada en masse.

Une voix: C'est un fait.

M. Axworthy: J'ai lu un article dans le *Globe and Mail* qui annonçait une réduction des forages pétroliers, mais je voudrais ajouter que cet article est paru trois jours avant la présentation du budget. Il faisait état surtout du fait qu'il existe maintenant un excédent de gaz naturel et n'avait rien à voir avec le programme énergétique national. Puisque les députés d'en face nous accusent de faire des entorses à la vérité ils devraient lire eux-mêmes cet article du *Globe and Mail* paru avant le budget et qui disait tout simplement qu'à cause de cet excédent, les entreprises de forage pétrolier devaient chercher d'autres marchés.

Nous réagissons précisément à ce problème dans notre programme énergétique national en instituant une banque de gaz naturel, afin de pouvoir acheter les excédents de gaz naturel et ainsi continuer de stimuler encore davantage la prospection et le développement dans ce secteur. Je n'ai pas entendu les députés d'en face parler de cette bonne mesure. C'est un encouragement pour les sociétés canadiennes qui devrait les pousser à poursuivre leurs activités. Je n'ai pas entendu les députés de l'opposition en parler et pourtant, cela fait partie de notre programme énergétique national. Je ne les ai pas non plus entendus parler des stimulants importants que nous accordons aux consommateurs pour qu'ils renoncent au mazout et convertissent leurs installations de chauffage au gaz naturel, ressource énergétique que nous possédons en abondance, afin de réduire nos besoins pétroliers. L'une des erreurs du député de Calgary-Sud est de s'imaginer que notre seule source d'énergie est le pétrole. Nous estimons être un pays riche en énergie. Nous avons du pétrole, du gaz naturel, du charbon, la biomasse, du propane, du méthane et maintes autres sources d'énergie. La recette d'une politique énergétique efficace consiste certes à faire en sorte d'utiliser toutes les formes d'énergie à notre disposition, en particulier celles que nous possédons en abondance.

C'est ainsi que l'un des objectifs importants de notre programme et de notre politique est d'encourager cette conversion au gaz naturel. En fait, on peut faire le raisonnement inverse. Cela incitera davantage ces compagnies, les compagnies privées qui font de la prospection et de l'exploitation pétrolière et gazière à rechercher de nouveaux gisements. Monsieur l'Orateur, on nous accuse de ne pas tenir compte des intérêts du secteur privé. Je ne suis pas d'accord. En fait, nous lui fournissons une vaste gamme de stimulants dans ce domaine. Nous n'avons pas honte de dire que nous accordons davantage de stimulants aux compagnies canadiennes qu'aux multinationales. Nous croyons à la justice, nous croyons à l'équilibre.

● (2100)

Je voudrais parler d'une autre question qui me préoccupe depuis deux ou trois semaines. Certains prétendent que le gouvernement fédéral est responsable de la méfiance de l'Ouest. Ils tentent de propos délibéré, et je dirais même avec malveillance, de faire croire que, sans les libéraux, il ne serait pas question de séparatisme dans l'Ouest. Ils prétendent que les conservateurs régleraient tous ces problèmes. Je ne suis pas du tout d'accord avec ceux qui disent qu'avec un gouvernement conservateur, on pourrait conclure immédiatement un accord énergétique avec les provinces de l'Ouest. Je me souviens que l'ancien ministre des Finances, le champion de l'esbroufe, est venu présenter un budget à la Chambre sans avoir conclu d'accord énergétique avec l'Alberta. Lorsque son gouvernement est allé à Edmonton pour essayer de conclure un marché avec M. Lougheed, il n'a pas réussi à s'entendre avec lui. En fait, M. Lougheed ne cessait d'augmenter la mise d'heure en heure. Il déposait sans cesse de nouveaux jetons sur la table. Il n'y a pas eu d'entente.

En outre, je trouve très répréhensible de dresser les régions les unes contre les autres, de dresser délibérément les gens contre leur gouvernement national. Le chef de ce parti devrait être très prudent lorsqu'il emploie une telle tactique. Je sais ce qui le préoccupe. Je connais son obsession. Cela n'a rien à voir avec la politique énergétique. Cela n'a rien à voir avec la constitution. Il cherche seulement à ne pas perdre son siège. C'est un homme politique et, à ce titre, je lui reconnais le droit d'agir ainsi. Mais je trouve que parfois il exagère un peu. Il va un peu trop loin lorsqu'il commence à prophétiser pour son propre compte: «Ne faites pas confiance à Ottawa, à votre gouvernement national, car il ne travaille pas dans votre intérêt.» Nous cherchons à protéger les intérêts de l'Ouest. Ce ne sont pas tous les Canadiens de cette région qui souscriront à notre projet et peut-être pas les industriels que représente le député de Calgary. Ils ne souscrivent pas à cette initiative. Pourtant, beaucoup de nos concitoyens de l'Ouest sont disposés à nous laisser une chance, à attendre de voir ce que nous sommes disposés à leur offrir. Des députés d'en face ont soulevé la question du fonds de développement de l'Ouest. Il ne s'agit pas de fonds, monsieur l'Orateur. Il s'agit d'élaborer une stratégie économique et industrielle pour l'ouest du Canada, compte tenu des changements majeurs qui s'y produisent. Il ne fait aucun doute que l'ouest du Canada est en train d'établir un programme économique, social et politique pour le reste du pays. L'Ouest est le moteur de l'économie nationale. Cette région revêt la plus haute importance, à la fois sur le plan national et international. Son heure de gloire sur le plan économique est arrivée. Nous cherchons à mettre en œuvre